

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C — 2019/12912]

16 MAI 2019. — Ordonnance modifiant l'article 28, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 28, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, la phrase « Un seul plan de diversité est subventionné par entreprise, organisation ou institution. » est abrogée.

Art. 3. La présente ordonnance ne s'applique qu'aux demandes de subsides pour des plans de diversité introduites après son entrée en vigueur.

Art. 4. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—————
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2018-2019

A-830/1 Proposition d'ordonnance

A-830/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du lundi 29 avril 2019

Adoption : séance du mardi 30 avril 2019

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C — 2019/12912]

16 MEI 2019. — Ordonnantie tot wijziging van artikel 28, § 1, van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 28, § 1, van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling wordt de zin « Per onderneming, organisatie of instelling wordt ten hoogste één diversiteitsplan gesubsidieerd. » opgeheven.

Art. 3. Deze ordonnantie is uitsluitend van toepassing op de aanvragen van subsidies voor diversiteitsplannen die ingediend worden na de inwerkingtreding ervan.

Art. 4. Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—————
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2018-2019

A-830/1 Voorstel van ordonnantie

A-830/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking : vergadering van maandag 29 april 2019

Aanneming : vergadering van dinsdag 30 april 2019

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C — 2019/12916]

16 MAI 2019. — Ordonnance relative au Contrat Ecole

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C — 2019/12916]

16 MEI 2019. — Ordonnantie in verband met het Schoolcontract

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1° Contrat École : programme régional de rénovation urbaine visant à améliorer l'intégration urbaine des établissements scolaires et leur ouverture vers le quartier ;

2° Bureau bruxellois de la planification (BBP) : organisme public créé par l'ordonnance du 29 juillet 2015 portant création du Bureau bruxellois de la planification ;

3° Service École : Service du BBP en charge du suivi de dossiers scolaires pour les aspects relevant des compétences de la Région, notamment la planification territoriale, la rénovation urbaine et la prévention ;

4° Bénéficiaires : personnes morales ou physiques qui participent à la réalisation d'un Contrat École et bénéficient, à ce titre, de subventions ;

5° Établissement scolaire : entité scolaire placée sous la responsabilité d'un chef d'établissement et qui répond à l'obligation scolaire ; l'entité peut être implantée sur plusieurs lieux ;

6° Pouvoir organisateur d'un établissement scolaire : autorité, personne(s) physique(s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s), qui en assume(nt) la responsabilité ;

7° Gestionnaire : personne physique ou morale, de droit public ou de droit privé, qui est liée par une convention avec un bénéficiaire, pour assurer la gestion et l'exploitation d'une ou plusieurs opérations immobilières ou d'espaces publics ;

8° Espace public : ensemble ou partie d'ensemble non construit, formé par des rues et des places, comprenant notamment les voiries, les aires de stationnement et les trottoirs et autres éléments de décor urbain, ainsi que les espaces accessibles au public et situés ou non en intérieur d'îlot ;

9° Équipement collectif : bâtiment mis à la disposition du public de manière à favoriser le développement de la cohésion sociale et de la vie collective du quartier ;

10° Assainir : démolir un ou plusieurs ouvrages en surface et en sous-sol si nécessaire, curer, niveler, traiter les sols pollués et les eaux souterraines, désamianter ou reverdir un ou plusieurs terrains, afin de reconstituer pendant une période transitoire un espace apte à la construction ou à l'aménagement ultérieur ;

11° Réhabiliter : remettre en état un ou plusieurs biens immeubles construits ou espaces publics, le cas échéant en modifiant leur affectation, et aménager éventuellement leurs abords, à l'exclusion de toute démolition autre qu'accessoire ;

12° Requalifier les espaces publics : créer des espaces publics ou améliorer des espaces publics existants afin d'en augmenter notamment le confort, la sécurité, les qualités esthétiques ou environnementales et la convivialité, au moyen d'actes à définir par le Gouvernement, en ce compris la mobilité ;

13° Actions socioéconomiques : actions visant à favoriser la cohésion sociale et l'insertion socioprofessionnelle notamment par l'incitation à la participation des élèves et habitants à des activités au sein du périmètre du Contrat École ;

14° Comité d'accompagnement : groupe de travail réunissant, au minimum le ministre, ou son délégué et un représentant du BBP, ensuite les bénéficiaires, la commune qui a un Contrat École sur son territoire et le pouvoir organisateur s'il n'est pas bénéficiaire ;

15° Comité de suivi : groupe de travail réunissant le Service École du BBP, les acteurs publics (dont la commune qui a un Contrat École sur son territoire) et privés intéressés ;

16° Ministre : le ministre en charge de l'Aménagement du territoire et de la Statistique ;

17° Périmètre : le périmètre d'actions préconisé pour le Contrat École comprend le site scolaire et le périmètre avoisinant ;

18° Zone de revitalisation urbaine (ZRU) : la ZRU telle que définie au sein de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 ».

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° Schoolcontract : gewestelijk programma voor stadsvernieuwing gericht op een betere stedelijke integratie van de onderwijsinstellingen en het openstellen van scholen voor de buurt ;

2° Brussels Planningsbureau (BPB) : overheidsorgaan gecreëerd bij de ordonnantie van 29 juli 2015 tot oprichting van het Brussels Planningsbureau ;

3° Dienst Scholen : dienst van het BPB die schooldossiers opvolgt wat betreft de aspecten die onder de bevoegdheden van het Brussels Gewest vallen, met name de ruimtelijke planning, de stadsvernieuwing en de preventie ;

4° Begunstigden : rechtspersonen of natuurlijke personen die meewerken aan de realisatie van een Schoolcontract en als zodanig subsidies ontvangen ;

5° Onderwijsinstelling : schoolenheid onder de verantwoordelijkheid van een instellingshoofd en die aan de leerplicht voldoet ; de eenheid kan op meerdere plaatsen zijn gevestigd ;

6° Inrichtende macht van een onderwijsinstelling : overheidsinstantie, openbare of particuliere natuurlijke perso(o)n(en) of rechtsperso(o)n(en) die ervoor verantwoordelijk is/zijn ;

7° Beheerder : natuurlijk persoon of rechtspersoon, publiek- of privaatrechtelijk, die door een overeenkomst is verbonden met een begunstigde met het oog op het verzorgen van het beheer en de uitbating van een of meer vastgoedoperaties of openbare ruimten ;

8° Openbare ruimte : niet-bebouwd geheel of deel van een geheel, gevormd door straten en pleinen, waaronder wegen, parkeerplaatsen, voetpaden en andere elementen van de stedelijke omgeving, alsook de ruimten die toegankelijk zijn voor het publiek en die al dan niet gelegen zijn in een binnenhuizenblok ;

9° Collectieve voorziening : gebouw dat ter beschikking wordt gesteld van het publiek om de ontwikkeling van de sociale cohesie in het gemeenschapsleven van de wijk te bevorderen ;

10° Saneren : het slopen van een of meer bovengrondse en, indien nodig, ondergrondse bouwwerken, het behandelen, egaliseren, behandelen van verontreinigde gronden en grondwater, de asbestverwijdering of de vergroening van een of meer gronden, teneinde gedurende een overgangperiode een ruimte om te vormen tot een ruimte die geschikt is om bebouwd of verder ingericht te worden ;

11° Herstellen : het aanpassen van een of meer bebouwde onroerende goederen of openbare ruimten, desgevallend door hun bestemming te wijzigen, en de eventuele aanleg van hun aanhorigheden, met uitzondering van alle niet bijbehorende sloopwerken ;

12° Herwaardering van de openbare ruimten : het creëren van openbare ruimten of het verbeteren van bestaande openbare ruimten met het oog op meer comfort, meer veiligheid, meer esthetische of ecologische kwaliteit en meer gebruiksvriendelijkheid, door middel van handelingen die worden vastgesteld door de Regering, met inbegrip van mobiliteit ;

13° Socio-economische acties : acties die de sociale cohesie en de socio-professionele inschakeling beogen door, onder andere, de deelname van de leerlingen en van de inwoners aan de activiteiten binnen de perimenter van het Scholencontract aan te moedigen ;

14° Begeleidingscomité : werkgroep met minstens, de minister, of zijn gemachtigde, en een vertegenwoordiger van het BPB, vervolgens de begunstigde, de gemeente die een Schoolcontract heeft op haar grondgebied en de inrichtende macht als deze niet de begunstigde is ;

15° Stuurcomité : werkgroep die de Dienst Scholen van het BPB samenbrengt met de publieke (waaronder de gemeente die een Schoolcontract heeft op haar grondgebied) en particuliere belanghebbende actoren ;

16° Minister : de minister belast met Ruimtelijke Ordening en Statistiek ;

17° Perimeter : de aanbevolen actieperimeter voor het Schoolcontract omvat de schoolsite en de aanpalende perimeter ;

18° Stedelijk Herwaarderingsgebied (SHG) : de SHG zoals gedefinieerd in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de « zone voor stedelijke herwaardering », genaamd ZSH 2016.

CHAPITRE II. — *Le Contrat École**Section 1^{re}. — Objectifs et principes généraux*

Art. 3. Le Contrat École a pour objectifs :

- d'améliorer l'intégration urbaine des établissements scolaires ;
- d'accroître l'offre d'équipements collectifs aux habitants du quartier via une ouverture des établissements scolaires en dehors du temps scolaire : accès aux infrastructures sportives, au réfectoire, ouverture des cours d'école, etc. ;
- de favoriser l'ouverture de l'école vers le quartier via des actions socioéconomiques et des opérations de requalification de l'espace public.

Le Contrat École constitue une mission de service d'intérêt public.

Section 2. — Procédure d'adoption

Art. 4. § 1^{er}. Tous les deux ans, le Gouvernement lance un appel à candidatures « Contrat École » à destination des pouvoirs organisateurs des établissements scolaires situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale dans la zone de revitalisation urbaine, à concurrence des crédits d'engagements inscrits au budget régional.

§ 2. L'appel à candidatures doit inclure les deux critères de sélection suivants : le projet concerne un établissement scolaire et ses abords, situé dans la zone de revitalisation urbaine (ZRU) et qui accueille un public scolaire fragilisé. Ce dernier critère sera défini par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut définir des critères complémentaires dans l'appel à candidatures.

§ 3. Les projets en réponse à l'appel ne sont éligibles que s'ils répondent aux critères de sélection fixés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

§ 4. Les candidatures sont sélectionnées par le Gouvernement, en fonction :

- des moyens budgétaires disponibles ;
- de l'ensemble des critères fixés par le Gouvernement dans l'appel à candidatures.

§ 5. Le Gouvernement définit le contenu du dossier de candidature.

Section 3. — Élaboration du programme

Art. 5. Le BBP doit établir un projet de programme pour chaque établissement scolaire sélectionné par le Gouvernement.

Ce projet de programme comporte :

1° un plan provisoire du périmètre, localisant les opérations d'investissement, les actions projetées et visées à l'article 11 de la présente ordonnance ;

2° un diagnostic et ses priorités ;

3° une fiche descriptive de chacune des opérations d'investissement et actions envisagées dans le cadre du Contrat école, incluant notamment le calendrier provisoire et prévisionnel ;

4° le plan financier provisoire et prévisionnel du projet du Contrat École pour toute sa durée telle que définie à l'article 14 ;

5° tout document ou information complémentaire jugé utile par le Gouvernement.

Art. 6. Avant adoption par le Gouvernement, les projets de programme de Contrat École sont soumis à l'avis du comité d'accompagnement.

Art. 7. Tout programme de Contrat École est adopté par le Gouvernement.

Art. 8. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités et la procédure d'élaboration, d'adoption et de modification du programme du Contrat École, sans qu'un programme ainsi élaboré, adopté ou modifié ne puisse être incompatible avec l'organisation de l'enseignement.

HOOFDSTUK II. — *Het Schoolcontract**Afdeling 1. — Doelstellingen en algemene principes*

Art. 3. Het Schoolcontract heeft als doel :

- de stedelijke integratie van de onderwijsinstellingen te verbeteren;
- het aanbod van collectieve voorzieningen voor de inwoners van de wijk te verhogen via het openstellen van de onderwijsinstellingen buiten de schooluren : toegang tot de sportinfrastructuur, tot de refter, openstelling van het schoolplein, enz.;
- de school open te stellen voor de buurt door middel van socio-economische acties en operaties van herdefiniëring van de openbare ruimte.

Het Schoolcontract is een opdracht van openbare dienstverlening.

Afdeling 2. — Goedkeuringsprocedure

Art. 4. § 1. Om de twee jaar lanceert de Regering een oproep tot kandidaatstelling « Schoolcontract » gericht op de inrichtende machten van de onderwijsinstellingen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het stedelijk herwaarderingsgebied (ZSH), ten belope van de in de gewestbegroting ingeschreven vastleggingskredieten.

§ 2. De oproep tot kandidaatstelling moet de twee volgende selectiecriteria omvatten : het project betreft een onderwijsinstelling en haar nabije omgeving, gelegen in de zone voor stedelijke herwaarderding, en met een kwetsbare schoolbevolking. Dit laatste criterium zal door het Gewest gedefinieerd worden.

De Regering kan aanvullende criteria in de oproep tot kandidaatstelling vastleggen.

§ 3. De projecten die naar aanleiding van de projectoproep worden ingediend, zijn slechts ontvankelijk wanneer ze beantwoorden aan de selectiecriteria vastgelegd in paragraaf 2, lid 1.

§ 4. De kandidaturen worden geselecteerd door de Regering, in de eerste plaats afhankelijk van :

- de beschikbare begrotingsmiddelen;
- het geheel van de criteria die zijn vastgesteld door de Regering in de oproep tot kandidaatstelling.

§ 5. De Regering bepaalt de inhoud van het kandidaatstellingsdossier.

Afdeling 3. — Uitwerking van het programma

Art. 5. Het BPB moet een programmaontwerp uitwerken voor elke onderwijsinstelling die door de Regering is geselecteerd.

Dit programmaontwerp omvat :

1° een voorlopig perimeterplan dat de geplande investeringsoperaties en acties zoals bedoeld in artikel 11 van deze ordonnantie lokaliseert;

2° een diagnose en de prioriteiten;

3° een beschrijvende fiche van de geplande investeringsoperaties en acties in het kader van het Schoolcontract, meer bepaald inclusief het voorlopige tijdschema en de planning;

4° het voorlopige geraamde financiële plan van het ontwerp van het Schoolcontract voor de volledige looptijd van het contract, zoals vastgelegd in artikel 14;

5° alle bijkomende documenten of informatie die de Regering nuttig acht.

Art. 6. Voordat ze door de Regering worden goedgekeurd, worden de programmaontwerpen van het Schoolcontract onderworpen aan het advies van het begeleidingscomité.

Art. 7. Elk Schoolcontractprogramma wordt goedgekeurd door de Regering.

Art. 8. De Regering is bevoegd om de modaliteiten en de procedure van de uitwerking, de goedkeuring en de wijziging van het Schoolcontractprogramma vast te leggen, zonder dat een programma zo uitgewerkt, goedgekeurd of gewijzigd onverenigbaar mag zijn met de onderwijsorganisatie.

Section 4. — Mise en œuvre du programme

Art. 9. Peuvent bénéficier de subventions, les bénéficiaires suivants :

- 1° les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires ;
- 2° les communes ;
- 3° les associations sans but lucratif, les sociétés à finalité sociale et les fondations d'utilité publique ;
- 4° les organismes de droit public.

Art. 10. § 1^{er}. Les bénéficiaires d'un Contrat École peuvent confier à un gestionnaire, par convention, la gestion et l'exploitation d'un équipement collectif réalisé dans le cadre d'un Contrat École.

§ 2. La gestion et l'exploitation des équipements collectifs, subventionnés en application de la présente ordonnance et de son arrêté d'exécution, sont soumises au respect des conditions arrêtées par le Gouvernement. Ces conditions peuvent varier, notamment en fonction de la nature des équipements concernés, sans pouvoir être incompatibles avec l'organisation de l'enseignement.

La gestion et l'exploitation des équipements collectifs, subventionnés en application de la présente ordonnance et de son arrêté, visent principalement à offrir aux citoyens l'accès le plus large possible à ces équipements et aux services qui y sont proposés dans des conditions financières abordables.

Art. 11. Le programme du Contrat École est réalisé notamment au moyen d'une ou plusieurs :

- 1° opérations d'investissement ayant pour objet de construire, de reconstruire, de maintenir, de réhabiliter, d'accroître, d'assainir ou d'améliorer l'établissement scolaire et son environnement immédiat afin de le mettre à disposition des habitants du quartier et du public scolaire ;
- 2° opérations destinées à requalifier l'espace public :
 - aménagements en vue de l'embellissement des abords ;
 - améliorations fonctionnelles quant à l'accès aux établissements scolaires ;
- 3° actions socioéconomiques visant à favoriser la cohésion sociale et l'insertion socioprofessionnelle, notamment par la mise à disposition d'équipements collectifs et par l'incitation à la participation des habitants à des activités ;
- 4° actions de coordination relatives aux opérations visées aux 1° à 3°.

Art. 12. Le ministre réunit, à chaque fois qu'il le juge utile, le comité d'accompagnement pour la mise en œuvre du programme du Contrat École concerné.

Art. 13. Le BBP réunit, à chaque fois qu'il le juge utile, un comité de suivi pour le suivi de l'exécution et de la mise en œuvre d'une opération ou d'une action du programme du Contrat École concerné.

Section 5. — Délai

Art. 14. § 1^{er}. La durée d'exécution du Contrat École est de quarante-huit mois, à dater du premier jour du mois suivant la décision d'adoption du programme du Contrat École par le Gouvernement.

Le délai d'exécution initial, visé à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé d'un délai d'exécution complémentaire de maximum un an, moyennant des circonstances non imputables au bénéficiaire et accord exprès du Gouvernement ou de son délégué pour les opérations visées à l'article 11, 1° et 2°.

En ce qui concerne les actions visées à l'article 11, 3°, leur réalisation ne peut s'étendre au-delà du délai d'exécution initial du programme.

Par exception, les missions de coordination visées à l'article 11, 4°, peuvent être d'une durée de soixante mois.

Afdeling 4. — Verwezenlijking van het programma

Art. 9. De volgende begunstigden kunnen genieten van subsidies :

- 1° de inrichtende machten van de onderwijsinstellingen;
- 2° de gemeenten;
- 3° de verenigingen zonder winstoogmerk, de verenigingen met sociaal oogmerk en de stichtingen van openbaar nut;
- 4° de publiekrechtelijke instellingen.

Art. 10. § 1. De begunstigden van een Schoolcontract kunnen door middel van een overeenkomst het beheer en de uitbating van een collectieve voorziening, die gerealiseerd is in het kader van een Schoolcontract, toevertrouwen aan een beheerder.

§ 2. Het beheer en de uitbating van de collectieve voorzieningen, die in toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluit worden gesubsidieerd, moeten voldoen aan de voorwaarden die door de Regering zijn vastgelegd. Deze voorwaarden kunnen variëren naargelang de aard van de betrokken voorzieningen, zonder dat ze onverenigbaar zijn met de onderwijsorganisatie.

Het beheer en de uitbating van de collectieve voorzieningen, die in toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluit worden gesubsidieerd, zijn hoofdzakelijk bedoeld om burgers een zo ruim mogelijke toegang te verlenen tot deze voorzieningen en de diensten die er worden aangeboden, en dit onder betaalbare financiële voorwaarden.

Art. 11. Het Schoolcontractprogramma wordt uitgevoerd door middel van een of meerdere :

- 1° investeringsoperaties met het doel de onderwijsinstelling en haar onmiddellijke omgeving te bouwen, herbouwen, onderhouden, renoveren, uitbreiden, saneren of verbeteren om ze ter beschikking te kunnen stellen van de inwoners van de wijk en van de schoolbevolking;
- 2° acties voor de herwaardering van de openbare ruimte :
 - aanleg met het oog op de verfraaiing van de omgeving;
 - functionele verbeteringen wat de toegang tot de onderwijsinstellingen betreft;
- 3° socio-economische acties gericht op het bevorderen van de sociale cohesie en de socioprofessionele inschakeling, meer bepaald door de terbeschikkingstelling van collectieve voorzieningen en door het aanmoedigen van de inwoners om deel te nemen aan de activiteiten;
- 4° coördinatieacties met betrekking tot de in 1° tot 3° bedoelde operaties.

Art. 12. De minister roept, telkens hij dat nodig acht, het begeleidingscomité samen voor de opvolging van de verwezenlijking van het desbetreffende Schoolcontract.

Art. 13. Het BPB roept, telkens het dat nodig acht, een stuurcomité samen voor de opvolging van de uitvoering en de verwezenlijking van een operatie of een actie van het desbetreffende Schoolcontractprogramma.

Afdeling 5. — Termijn

Art. 14. § 1. De looptijd van het Schoolcontract is achtenveertig maanden aanvangend op de eerste dag van de maand volgend op de beslissing van de goedkeuring van het Schoolcontract door de Regering.

De oorspronkelijke uitvoeringstermijn, bedoeld in het eerste lid, kan worden verlengd met een bijkomende uitvoeringstermijn van maximaal één jaar, mits de omstandigheden niet te wijten zijn aan de begunstigde en onder voorbehoud van uitdrukkelijke toestemming van de Regering of haar gemachtigde, voor de operaties bedoeld in artikel 11, 1° en 2°.

Wat betreft de acties bedoeld in artikel 11, 3°, mag de verwezenlijking ervan niet langer duren dan de oorspronkelijk vastgestelde uitvoeringstermijn van het programma.

Bij wijze van uitzondering mogen de coördinatieopdrachten bedoeld in artikel 11, 4°, zestig maanden duren.

§ 2. Les bénéficiaires disposent d'un délai de justification de six mois à dater de la fin du délai d'exécution initial ou le cas échéant du délai d'exécution complémentaire, pour transmettre au Gouvernement ou à son délégué les pièces justificatives des opérations menées dans le cadre du Contrat École.

§ 3. Seuls les actes des opérations ou actions du Contrat École qui ont été exécutés dans les délais fixés aux §§ 1^{er} et 2 peuvent bénéficier de subventions.

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement peut modifier ou compléter sur proposition du BBP les actions et opérations du Contrat École entre le sixième et trente-sixième mois qui suivent le premier jour du mois suivant la décision d'adoption du Contrat École par le Gouvernement.

§ 2. La procédure d'adoption des modifications et des compléments au Contrat École est la même que la procédure d'élaboration, sous réserve des adaptations arrêtées par le Gouvernement, qui tiendra compte des dispositions prévues au présent article.

Le dossier à transmettre au Gouvernement ou à son délégué ne contient que les modifications ou compléments envisagés.

Le Gouvernement statue sur la demande dans un délai de quarante-cinq jours calendrier à dater de la réception du dossier.

CHAPITRE III. — *Financement*

Art. 16. Le Gouvernement peut accorder des subventions aux bénéficiaires visés par la présente ordonnance pour la réalisation d'opérations d'investissement et d'actions s'inscrivant dans le cadre d'un programme de Contrat École.

Art. 17. Le Gouvernement fixe le taux de la subvention applicable pour la durée d'un Contrat École et qui est par défaut de 100 %. En cas de co-financement d'une opération d'investissement ou d'une action, le Gouvernement détermine un taux de subvention revu à la baisse pour cette opération.

Art. 18. Le Gouvernement précise la nature et l'objet des actions et opérations susceptibles d'être subventionnées. Les opérations prévues à l'article 11 ne peuvent être subventionnées que si elles sont reprises dans un programme de Contrat École, éventuellement modifié. Toutefois, les opérations qui ne sont pas reprises dans le programme du Contrat École et qui étaient imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci peuvent bénéficier de subventions. Le Gouvernement peut consentir une modification ou un complément de programme selon les modalités qu'il fixe, pour autant que la modification ou le complément demandés soient fondés sur de justes motifs.

Au sens de l'alinéa 1^{er}, on entend par justes motifs, les situations où la non-exécution ou mise en œuvre, ou l'exécution ou mise en œuvre partielle d'une opération ou d'une action prévue au programme, sont indépendantes de la volonté du bénéficiaire.

Art. 19. Le Gouvernement arrête pour chaque Contrat École le montant de la subvention régionale.

Art. 20. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement détermine annuellement la subvention globale à accorder aux bénéficiaires pour la réalisation des opérations et actions dans le cadre des programmes du Contrat École approuvés par le Gouvernement.

Art. 21. Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation de la subvention. Les paiements y relatifs interviennent au plus tard un an après l'échéance du Contrat École.

Art. 22. Un bien immeuble peut faire l'objet d'une subvention dans le cadre d'un Contrat École même s'il contient, à titre accessoire, des espaces qui ne sont pas éligibles à subvention.

CHAPITRE IV. — *Obligations à charge du bénéficiaire*

Art. 23. Le Gouvernement charge le BBP du contrôle du respect de la présente ordonnance et de son arrêté d'exécution. Le Gouvernement peut arrêter les modalités complémentaires de ce contrôle.

§ 2. De begunstigden beschikken over een verantwoordingstermijn van zes maanden te rekenen van de einddatum van de oorspronkelijke uitvoeringstermijn, of desgevallend van de bijkomende uitvoeringstermijn, om de verantwoordingsstukken van de in het kader van het Schoolcontract uitgevoerde operaties over te maken aan de Regering of haar gemachtigde.

§ 3. Enkel de handelingen van de operaties en acties van het Schoolcontract die binnen de in §§ 1 en 2 vastgestelde termijnen werden uitgevoerd, kunnen in aanmerking komen voor subsidiëring.

Art. 15. § 1. De Regering mag op voorstel van het BPB de acties en operaties van het Schoolcontract wijzigen of aanvullen tussen de zesde en zesendertigste maand na de eerste dag van de maand volgend op de beslissing tot goedkeuring van het Schoolcontract door de Regering.

§ 2. De procedure voor het goedkeuren van de wijzigingen en aanvullingen van het Schoolcontract is dezelfde als de uitwerkingsprocedure, onder voorbehoud van de aanpassingen bepaald door de Regering, waarbij rekening gehouden moet worden met de in dit artikel vervatte bepalingen.

Het dossier dat aan de Regering of haar gemachtigde moet worden overhandigd, omvat enkel de bedoelde wijzigingen of aanvullingen.

De Regering neemt een beslissing over deze vraag binnen vijfenveertig kalenderdagen na de ontvangst van het dossier.

HOOFDSTUK III. — *Financiering*

Art. 16. De Regering kan subsidies toekennen aan de in deze ordonnantie bedoelde begunstigden voor het uitvoeren van investeringsoperaties en acties die binnen het kader van een Schoolcontract-programma vallen.

Art. 17. De Regering bepaalt het subsidiepercentage dat geldt voor de duur van een Schoolcontract en dat standaard 100 % bedraagt. In het geval van cofinanciering van een investeringsoperatie of een actie, bepaalt de Regering voor deze operatie een subsidiepercentage dat neerwaarts is bijgesteld.

Art. 18. De Regering preciseert de aard en het voorwerp van de acties en operaties die gesubsidieerd kunnen worden. De in artikel 11 bedoelde operaties kunnen enkel worden gesubsidieerd als ze opgenomen worden in een - eventueel gewijzigd - Schoolcontractprogramma. De operaties die niet zijn opgenomen in het Schoolcontractprogramma en die onvoorzienbaar waren bij de uitwerking van het programma, kunnen echter wel in aanmerking komen voor subsidies. De Regering kan een wijziging of een aanvulling van het programma toestaan volgens de modaliteiten die ze vastlegt, zolang de gevraagde wijziging of aanvulling gebaseerd is op gegronde redenen.

In de zin van het eerste lid, bedoelt men met gegronde redenen, de situaties waar de niet-uitvoering of de niet-verwezenlijking, of de gedeeltelijke uitvoering of verwezenlijking van de operatie of de actie voorzien in het programma, onafhankelijk zijn van de wil van de begunstigde.

Art. 19. De Regering legt voor elk Schoolcontract het bedrag van de gewestelijke subsidie vast.

Art. 20. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaalt de Regering jaarlijks de algemene subsidie die kan worden toegekend aan de begunstigden voor de uitvoering van operaties en acties in het kader van de door de Regering goedgekeurde Schoolcontractprogramma's.

Art. 21. De Regering bepaalt de regels voor de vereffening van de subsidies. De ermee verbonden betalingen worden ten laatste één jaar na de vervaldatum van het Schoolcontract uitgevoerd.

Art. 22. Een onroerend goed kan ook in aanmerking komen voor subsidiëring in het kader van een Schoolcontract als het bijkomende ruimten omvat die niet in aanmerking komen voor een subsidiëring.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de begunstigde*

Art. 23. De Regering belast het BPB met de controle van de naleving van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluit. De Regering kan de bijkomende voorwaarden van deze controle vaststellen.

Afin de permettre au Gouvernement de procéder au contrôle de l'emploi des subventions attribuées, le bénéficiaire tient une comptabilité analytique et distincte des opérations faisant l'objet de subventions.

Le BBP peut demander tous renseignements et se faire remettre tous documents en vue de contrôler l'application de la présente ordonnance et de son arrêté d'exécution.

Les agents peuvent pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

Art. 24. Le bénéficiaire ne peut pas :

1° modifier l'affectation du bien concerné par la subvention, ou céder des droits réels autres qu'une servitude sur ce dernier, excepté pour justes motifs et moyennant accord préalable et exprès du Gouvernement ou de son délégué, avant l'expiration d'un délai de quinze ans à dater de la décision de la réception provisoire des travaux ;

2° violer les conditions d'exploitation des équipements collectifs, telles qu'arrêtées par le Gouvernement.

Il y a justes motifs au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque la cession de droit réel ou le changement d'affectation sont motivés par la disparition ou la modification du besoin qui est à l'origine de l'acquisition du droit réel ou de l'affectation initiale du bien immeuble subventionné.

Il y a modification de l'affectation, au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque le bénéficiaire change la nature ou la destination du bien en raison de laquelle la subvention a été octroyée.

Art. 25. § 1^{er}. En cas de violation, par le bénéficiaire, de l'interdiction prescrite à l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, le bénéficiaire est tenu au remboursement immédiat de la partie de la subvention attribuée à l'opération ou à l'action concernée par la violation, sur la base de la formule suivante :

$$P = S \times \frac{(180 - NM)}{180}$$

Où :

P = partie de la subvention à rembourser ;

S = montant de la subvention octroyée pour l'action ou l'opération concernée dans le cadre du programme du Contrat École ;

NM = nombre de mois écoulés, à la date de la violation litigieuse, depuis le premier jour du mois suivant la réception provisoire des travaux.

§ 2. En cas de violation, par le bénéficiaire, de l'interdiction prescrite à l'article 24, alinéa 1^{er}, 2°, le bénéficiaire est tenu au remboursement immédiat de la partie de la subvention attribuée à l'opération ou à l'action concernée par la violation, sur la base de la formule suivante :

$$P = S \times \frac{sb \times D}{SB \times 180}$$

Où :

P = partie de la subvention à rembourser ;

S = montant de la subvention octroyée pour l'opération concernée dans le cadre du programme du Contrat École ;

sb = superficie brute, exprimée en mètres carrés, de l'équipement collectif, exploité par le bénéficiaire ou ses ayants droit au sein du bien immeuble concerné, en violation des obligations s'imposant dans le cadre du programme du Contrat École ;

SB = superficie brute totale du bien immeuble concerné, dans le cadre du programme du Contrat École ;

D = durée, exprimée en mois, pendant laquelle les obligations s'imposant au bénéficiaire dans le cadre du programme du Contrat École ont été violées.

Art. 26. Si le bénéficiaire confie la gestion et l'exploitation d'un équipement collectif ou d'un espace public à un gestionnaire, celui-ci est tenu de respecter les obligations qui s'imposent au bénéficiaire en application de la présente ordonnance et de son arrêté. La gestion et l'exploitation visent principalement à offrir aux citoyens l'accès le plus large possible aux équipements, aux services qui y sont proposés et dans des conditions financières abordables.

Teneinde de controle op de toegekende subsidies door de Regering mogelijk te maken, moet de begunstigde een analytische en afzonderlijke boekhouding bijhouden van de operaties waarvoor subsidies werden toegekend.

Het BPB kan alle inlichtingen en documenten opvragen om de toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluit te controleren.

De ambtenaren kunnen te allen tijde de inrichtingen, lokalen, terreinen en andere plaatsen betreden, tenzij het een woning betreft in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Art. 24. Het is de begunstigde niet toegestaan om :

1° de bestemming van het door de toelage bedoelde goed te wijzigen of andere zakelijke rechten dan een erfdiensbaarheid op dit goed af te staan, behalve om gegronde redenen en mits de voorafgaande en uitdrukkelijke toestemming van de Regering of haar gemachtigde, voor het verstrijken van een termijn van vijftien jaar vanaf de beslissing inzake de voorlopige oplevering van de werkzaamheden ;

2° een inbreuk te plegen op de exploitatievoorwaarden van de collectieve voorzieningen, zoals vastgesteld door de Regering.

Er zijn gegronde redenen in de zin van het eerste lid, 1°, wanneer de afstand van zakelijke rechten of de bestemmingswijziging worden verantwoord door het verdwijnen of het wijzigen van de behoefte die aan de oorsprong ligt van het verwerven van het zakelijke recht of van de oorspronkelijke bestemming van het gesubsidieerde vastgoed.

Er is sprake van een bestemmingswijziging in de zin van het eerste lid, 1°, wanneer de begunstigde de aard of de bestemming van het goed waarvoor de subsidie werd toegekend, wijzigt.

Art. 25. § 1. In geval van overtreding door de begunstigde van de in artikel 24, eerste lid, 1°, voorgeschreven verbodsbepaling, is de begunstigde verplicht tot de onmiddellijke terugbetaling van het deel van de subsidie dat toegekend werd aan de operatie of actie waarbij deze overtreding werd begaan, op basis van de volgende formule :

$$D = S \times \frac{(180 - AM)}{180}$$

Waarbij :

D = terug te betalen deel van de subsidie ;

S = bedrag van de subsidie toegekend voor de betrokken actie of operatie in het kader van het programma van het Schoolcontract ;

AM = aantal maanden die zijn verstreken, op de datum van de bestreden inbreuk, sinds de eerste dag van de maand na de voorlopige oplevering van de werkzaamheden.

§ 2. In geval van overtreding door de begunstigde van de in artikel 24, eerste lid, 2°, voorgeschreven verbodsbepaling, is de begunstigde verplicht tot de onmiddellijke terugbetaling van het deel van de subsidie dat toegekend werd aan de operatie of actie waarbij deze overtreding werd begaan, op basis van de volgende formule :

$$D = S \times \frac{bo \times Du}{BO \times 180}$$

Waarbij :

D = terug te betalen deel van de subsidie ;

S = bedrag van de subsidie toegekend voor de betrokken operatie in het kader van het programma van het Schoolcontract ;

bo = bruto-oppervlakte, uitgedrukt in vierkante meter, van de gemeenschapsvoorziening die wordt geëxploiteerd door de begunstigde of zijn rechthebbenden in het betrokken onroerende goed, die een inbreuk vormt op de verplichtingen van het programma van het Schoolcontract ;

BO = totale bruto-oppervlakte van het betrokken onroerende goed in het kader van het programma van het Schoolcontract ;

Du = duur, uitgedrukt in aantal maanden waarin de begunstigde de verplichtingen voortvloeiend uit het programma van het Schoolcontract niet heeft nageleefd.

Art. 26. Als de begunstigde het beheer en de uitbating van een collectieve voorziening of van een openbare ruimte toevertrouwt aan een beheerder, moet deze laatste de verplichtingen die op de begunstigde rusten krachtens deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluit, naleven. Het beheer en de uitbating zijn hoofdzakelijk bedoeld om burgers een zo ruim mogelijke toegang te verlenen tot de voorzieningen en de diensten die er worden aangeboden, en dit onder betaalbare financiële voorwaarden.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 27. Lorsque le Gouvernement doit prendre une décision dans un certain délai, la décision doit être envoyée dans ce délai. Lorsque le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est reporté au prochain jour ouvrable.

Art. 28. Les programmes de « Contrat École » approuvés par le Gouvernement, avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, sont régis par les dispositions de la présente ordonnance et de son arrêté d'exécution.

Lorsque ces projets de programme auront été transmis au Gouvernement, la poursuite de leur élaboration, ainsi que leur exécution et mise en œuvre, seront régies par les dispositions de la présente ordonnance et de son arrêté d'exécution.

Art. 29. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Économie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,

C. FREMAULT

—
Note

Documents du Parlement :
Session ordinaire 2018-2019
A-840/1 Projet d'ordonnance.
A-840/2 Rapport.
Compte rendu intégral :
Discussion : séance du lundi 29 avril 2019.
Adoption : séance du mardi 30 avril 2019.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12917]

16 MAI 2019. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune mettant en œuvre une coopération renforcée en matière statistique et portant désignation de l'autorité statistique régionale comme autorité statistique de la Commission communautaire commune

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune mettant en œuvre une coopération renforcée en matière statistique et portant désignation de l'autorité statistique régionale comme autorité statistique de la Commission communautaire commune.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 27. Wanneer de Regering een beslissing moet treffen binnen een bepaalde termijn, moet de beslissing binnen die termijn worden verstuurd. Wanneer de termijn afloopt op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, wordt de termijn verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

Art. 28. De Schoolcontractprogramma's goedgekeurd door de Regering, voor de inwerkingtreding van deze ordonnantie, zijn geregeld door de bepalingen van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluit.

Zodra die programma-ontwerpen bezorgd zijn aan de Regering, zullen hun verdere uitwerking evenals de uitvoering en verwezenlijking ervan geregeld worden door de bepalingen van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluit.

Art. 29. Deze ordonnantie treedt in werking de dag van haar publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2019.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Nethheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—
Nota

Documenten van het Parlement :
Gewone zitting 2018-2019
A-840/1 Ontwerp van ordonnantie.
A-840/2 Verslag.
Integraal verslag :
Bespreking : vergadering van maandag 29 april 2019.
Aanneming : vergadering van dinsdag 30 april 2019.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12917]

16 MEI 2019. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter versterking van de samenwerking inzake statistiek en houdende aanwijzing van de gewestelijke statistische autoriteit tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter versterking van de samenwerking inzake statistiek en houdende aanwijzing van de gewestelijke statistische autoriteit tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.